

JICA's WORLD

Le magazine de l'Agence japonaise de coopération internationale | www.jica.go.jp/french | Janvier 2018 Vol. 10 • N° 1



Réduction des risques de catastrophe

Construire les fondations de notre avenir



Réduction des risques de catastrophe

Construire les fondations de notre avenir

Le Japon a appris par l'expérience qu'il est important d'investir dans la préparation aux catastrophes et il utilise ces leçons pour aider d'autres pays. Près de 20 % des séismes de magnitude 6 et plus se produisent au Japon, et le pays est exposé à d'innombrables catastrophes naturelles telles que les typhons et les éruptions volcaniques. Le Japon est donc depuis longtemps conscient de l'importance de la réduction des risques de catastrophe (RRC). Aujourd'hui, c'est l'un des rares pays au monde où les mesures proactives de RRC sont largement répandues. L'histoire du Japon montre que la RRC doit devenir une norme culturelle dans la société pour minimiser les dommages liés aux catastrophes.

La culture de la RRC varie considérablement selon les pays. Dans le sud des États-Unis, fréquemment frappé par des ouragans, les habitants achètent souvent des assurances pour pouvoir déménager ou reconstruire les maisons endommagées par une catastrophe. Cette approche est simple, mais elle entraîne une grande disparité au niveau de l'impact des catastrophes, laissant ceux qui ne peuvent pas acheter d'assurance dans un état de vulnérabilité. De plus, l'assurance n'empêche pas les dommages causés par une catastrophe.

La perception des catastrophes diffère également selon que le climat est tempéré ou tropical, par exemple entre les pays d'Asie, où les typhons et les cyclones sont fréquents, et les pays d'Europe ou d'Amérique du Nord, où les catastrophes naturelles sont relativement rares. L'Europe connaît principalement des inondations et des incendies de forêt, et l'ampleur des destructions affectant les infrastructures est nettement inférieure à celle des grands séismes et des typhons qui peuvent endommager de vastes zones plusieurs fois par an. Fort de sa connaissance de la fréquence et de la diversité des catastrophes naturelles, le Japon peut comprendre le point de vue des pays en développement régulièrement exposés aux catastrophes.

Par exemple, alors que l'Asie du Sud-Est est souvent affectée par des cyclones tropicaux, l'Afrique est plus souvent touchée par des sécheresses que par des catastrophes liées à l'eau. La planification de projets appropriés utilisant les connaissances des régions est nécessaire pour améliorer la capacité de RRC de chaque pays. Le Japon a gagné la confiance du monde à travers son aide aux efforts internationaux de RRC.

Le Japon applique ses connaissances en coopération avec les pays en développement pour former le personnel et encourager la recherche dans ce domaine. Son objectif ultime est de diffuser une culture de RRC et de croissance économique dans les pays touchés.

La communauté internationale estime que la RRC est in-

dispensable au développement durable. Depuis 1994, la conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe a lieu tous les dix ans pour discuter des politiques liées à la RRC.

La première session, en 1994, a adopté la stratégie de Yokohama, composée de dix principes pour rendre le monde plus sûr. La deuxième session, en 2005, a identifié cinq priorités à travers le cadre d'action de Hyogo pour construire des communautés résilientes face aux catastrophes. Et en 2015, le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe a fixé sept objectifs mondiaux en coordination avec les objectifs de développement durable (ODD). Il a également identifié 38 indicateurs pour mesurer les progrès de mise en œuvre de ces sept cibles mondiales. Les pays membres travaillent actuellement sur des mesures de RRC à l'horizon 2030, année cible pour l'accomplissement des objectifs.

Les initiatives de RRC pouvant tarder à produire des résultats, il peut être difficile d'obtenir le financement public nécessaire. L'adoption du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, qui affirme la nécessité d'investir dans la RRC peut encourager l'allocation de budgets nationaux et internationaux dans les pays en développement.

Certains prétendent que le Japon, en tant que pays développé riche, applique des mesures de RRC qui ne seraient pas accessibles aux pays les plus pauvres. Ceci n'est pas entièrement correct. Jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, le budget national du Japon était principalement consacré à la guerre, et les autres domaines, notamment la RRC, étaient négligés. Cela s'est traduit par de graves dommages causés par les typhons et les inondations après la guerre. Conscient que la RRC serait la clé de la reconstruction d'après-guerre, le Japon a commencé à allouer une part fixe de son budget national aux mesures de RRC pour minimiser les dégâts causés par les grands typhons et les inondations. Ces efforts ont ensuite permis la croissance économique du Japon, démontrant que la RRC est un investissement pour la croissance. Investir dans la RRC pour la croissance, au lieu de la considérer comme une dépense, est l'essence du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

De grands séismes de magnitude 8,1 et 7,1 sont survenus au Mexique en septembre 2017, nous rappelant l'horreur des catastrophes. Cependant, de graves dommages peuvent être évités en apprenant des catastrophes passées et en préparant l'avenir. Il est essentiel de coopérer avec d'autres pays et de développer une nouvelle culture de RRC afin de créer un monde meilleur.

Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015)

Sept cibles mondiales

- A. Réduire considérablement la mortalité liée aux catastrophes
- B. Réduire considérablement le nombre de personnes touchées
- C. Réduire les pertes économiques directes
- D. Réduire les dégâts causés par les catastrophes aux infrastructures essentielles et aux services de base
- E. Élaborer des stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe
- F. Améliorer sensiblement la coopération internationale
- G. Améliorer l'accès aux systèmes d'alerte précoce et aux informations sur les risques de catastrophe

Priorités d'action

- 1. Comprendre les risques de catastrophes
- 2. Renforcer la gouvernance du risque de catastrophe
- 3. Investir dans la réduction des risques de catastrophe pour accroître la résilience
- 4. Améliorer la préparation aux catastrophes pour une réponse d'urgence efficace et un rétablissement, une réhabilitation et une reconstruction de qualité (« Reconstruire mieux »)

Un nouveau départ vers une société plus sûre



Les membres brésiliens du projet ont participé à une session de formation d'un mois sur la réduction des risques de catastrophe qui s'est tenue au Japon en 2017. Ils ont visité le site de construction d'un barrage *sabo* dans la préfecture de Nara.

Au Brésil, la densité de population conduit trop d'habitants des zones urbaines à construire leur maison sur ou à proximité de coteaux instables, malgré leur vulnérabilité aux glissements de terrain. Ces pratiques de construction ont fait de nombreuses victimes lorsqu'un glissement de terrain s'est produit en 2011. Pour éviter de telles tragédies à l'avenir, le gouvernement du pays accorde la priorité au développement de stratégies visant à prévenir les catastrophes et à assurer un environnement de vie plus sûr à sa population.



Site touché par un glissement de terrain en 2011. (Nova Friburgo)

LES RÉUNIONS RÉGULIÈRES AIDENT LES AGENCES À COLLABORER ET À PARVENIR À UN CONSENSUS

En janvier 2011, l'État brésilien de Rio de Janeiro a subi une gigantesque catastrophe d'origine sédimentaire. Plus de 800 personnes sont mortes et 400 ont été portées disparues. Le glissement de terrain a également détruit les maisons d'environ 20 000 personnes, devenant la pire catastrophe naturelle de l'histoire du Brésil.

« La tempête a commencé soudainement et a atteint son maximum vers 4 heures du matin. Il faisait encore complètement nuit », se souvient João Mori, alors chef des pompiers de la ville de Nova Friburgo, située dans la région la plus gravement touchée par la catastrophe. La ville de Nova Friburgo est vallonnée et montagneuse, et le glissement de terrain qui s'est produit sur les collines à cause des fortes précipitations a provoqué de lourdes pertes. « À l'époque, nous n'avions aucun système permettant de prévoir les glissements de terrain ou de lancer une alerte », explique Mori. « Personne ne pouvait prédire l'ampleur de la catastrophe ».

En réponse, le gouvernement du Brésil a annoncé une politique visant à améliorer son système de gestion des risques de catastrophe. En décembre 2011, afin de renforcer la capacité du pays à prévoir et surveiller les précipitations, le gouvernement a créé le Centre national de surveillance et d'alerte précoce en cas de catastrophes naturelles (CEMADEN) au sein du ministère des Sciences technologiques, des innovations et des communications. En 2012, le Brésil a également mis en place le Centre national de gestion des risques et des catastrophes (CENAD) au sein du ministère de l'Intégration nationale pour l'évaluation des risques de catastrophe et l'intervention d'urgence. Cependant, malgré la création de ces Centres, le pays reste confronté à de nombreux problèmes, tels que le manque d'infrastructures pour prévenir les catastrophes, la non-prise en compte des risques de catastrophes par les plans de développement urbain et, surtout, l'absence de cartes des risques pour identifier les lieux les plus vulnérables. Le gouvernement brésilien a demandé la coopération du Japon pour surmonter ces problèmes et, en 2013, un projet de

réduction des risques de catastrophe (RRC) de quatre ans a été lancé.

« C'est un projet tellement énorme. C'est comme mener plusieurs projets de coopération technique en même temps », explique Toshiya Takeshi du ministère japonais du Territoire, de l'infrastructure, des transports et du tourisme. Takeshi est un expert qui a travaillé sur le projet en tant que conseiller en chef pendant deux ans, dès son lancement. Une caractéristique majeure de ce projet est qu'il couvre un large éventail de domaines : cartographie des risques, urbanisme, prévention et réhabilitation, mais aussi prévision et alerte. Le but du projet est de créer des manuels pour chaque domaine et de mener des projets pilotes basés sur ces manuels. Par ailleurs, et c'est un autre aspect unique du projet, de nombreux organismes sont impliqués, dont quatre ministères du gouvernement fédéral brésilien (ministère des Villes, ministère de l'Intégration nationale, ministère des Sciences technologiques, des innovations et des communications, et ministère des Mines et de l'énergie) ainsi que les gouvernements de deux États et de trois villes où les projets pilotes doivent être menés.

« Le Brésil étant un État fédéral, les gouvernements des États et des municipalités ont presque la même autorité que le gouvernement fédéral. Toutes ces entités avaient donc l'habitude d'émettre des alertes et des prévisions séparément, ce qui était assez compliqué », précise Takeshi. « C'est pourquoi j'ai mis un accent particulier sur le renforcement de la coopération entre les agences et entre les domaines. »

Dans le cadre de cet effort, Takeshi a organisé des réunions de liaison hebdomadaires où les responsables des agences fédérales de chaque domaine peuvent se rencontrer. Lors de la conduite des réunions, Takeshi a pris soin de ne pas imposer les méthodes japonaises, mais de trouver les moyens de



Takeshi visite un site de glissement de terrain. (Petropolis)

Réduction des risques de catastrophe : BRÉSIL

Gauche : Réunion de liaison hebdomadaire avec les membres de quatre ministères fédéraux.

Droite : Après une conférence à la préfecture de Nara, les participants ont reçu un message d'encouragement du vice-gouverneur Hiroshi Murai (au centre).



répondre au mieux aux besoins locaux. Il a soigneusement examiné les avantages et les inconvénients des méthodes japonaises et brésiliennes. « Au lieu de simplement présenter des méthodes qui ont marché au Japon, j'ai expliqué comment le Japon avait relevé des défis similaires à ceux du Brésil, mettant en avant les expériences et les processus du Japon », explique-t-il.

Le nom même du projet symbolise cet effort d'adaptation. Takeshi se rappelle que le fait de se référer à un « projet de la JICA » conduisait certains membres du personnel brésilien à le percevoir comme un projet initié par le Japon, et donc de l'extérieur. « J'ai encouragé le personnel à donner un surnom au projet, et nous avons décidé de l'appeler GIDES, un acronyme de « gestion globale des catastrophes liées aux sédiments » en portugais », se souvient-il. « J'ai l'impression que ce nom a généré un sentiment d'appropriation vis-à-vis du projet parmi les membres du personnel ». Les membres du projet ont également tenu des réunions techniques organisées par domaine une fois tous les deux ou trois mois, invitant non seulement les fonctionnaires du gouvernement fédéral, mais aussi les représentants des autorités municipales et des États, ainsi que des experts et des chercheurs universitaires. À la suite de ces réunions de liaison, la coopération entre les organismes s'est renforcée et les fonctionnaires du gouvernement fédéral ont même dirigé certaines d'entre elles. Marcel Sant'Ana, responsable du Secrétariat national pour le développement urbain, sous l'égide du ministère des Villes, a déclaré : « Comme il n'y avait pas de collaboration entre les quatre

ministères, nous ne savions pas comment les autres ministères géraient leurs dossiers ou quelles technologies ils utilisaient. Aujourd'hui, nous connaissons clairement le rôle de chaque agence et sommes en mesure d'envisager des mesures basées sur ces connaissances ». « C'est un grand progrès », conclut-il.

PARTAGE DES EXPÉRIENCES ET DES EFFORTS DU JAPON POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Les membres brésiliens du projet ont également eu l'occasion de participer à des cours de formation sur la RRC organisés au Japon. La majorité des stagiaires disent les avoir trouvés bénéfiques. En juillet et en août 2017, neuf fonctionnaires chargés de la prévision des catastrophes et des alertes au sein du gouvernement fédéral, des gouvernements des États et au niveau municipal ont pris part à un cours de formation pratique organisé au Japon. Une des sessions de formation a eu lieu dans la préfecture de Nara, qui a connu en 2011 plusieurs glissements de terrain catastrophiques causés par des pluies torrentielles. Les stagiaires ont d'abord suivi un cours récapitulatif sur les mesures contre les catastrophes liées aux sédiments développées par la préfecture de Nara. Lorsqu'un stagiaire a demandé comment ils évacuaient les résidents locaux, le conférencier a expliqué diverses approches, telles que la collaboration entre la préfecture et l'observatoire météorologique local pour déclencher une alerte, utilisée ensuite par les gouvernements municipaux pour émettre des avis et des ordres d'évacuation. Le conférencier a également expliqué que des sirènes avaient été installées dans des lieux vulnérables aux catastrophes.

Ensuite, le groupe a visité des sites où des mesures de lutte contre des catastrophes avaient été prises. Lors de la visite d'un barrage *sabo* – conçu pour réduire l'impact des coulées de sédiments dans les zones montagneuses – protégeant une maison de retraite voisine des coulées de boue, Jackson Laurindo, fonctionnaire de l'État de Santa Catarina, a soulevé une question sur les coûts : est-il plus rentable de construire un barrage *sabo* ou de relocaliser la maison de retraite ? « Au Brésil, nous avons tendance à accorder plus d'attention aux coûts lorsque nous envisageons des mesures. Mais les Japonais ont répondu : « nous avons déterminé que la relocalisation de la maison de retraite n'était pas faisable car de nombreux résidents avaient besoin de soins infirmiers ». J'ai appris quelque chose de cette manière japonaise d'envisager les problèmes : ils tiennent également compte des facteurs sociaux lorsqu'ils prennent des mesures. »

Wesley Felinto, leader du groupe, revient sur la formation d'un mois : « Au Brésil, jusqu'à présent, nous mettions davantage l'accent sur les mesures de réponse aux catastrophes, mais je me suis rendu compte que nous devons aussi nous concentrer sur

la préparation et la prévention, comme au Japon. J'ai également appris des choses sur les mesures institutionnelles telles que l'éducation à la RRC et le renforcement des communautés locales. Je pense que de telles mesures peuvent être adoptées au Brésil, même avec des ressources financières limitées ».

LES MANUELS PRATIQUES RENFORCENT LES MESURES DE PRÉVENTION DES CATASTROPHES

Des manuels spécifiques de terrain ont été créés et des projets pilotes ont été menés dans trois villes : Nova Friburgo, Petropolis et Blumenau. Dans le projet pilote de cartographie des risques, l'équipe du projet a utilisé des drones pour obtenir des données topographiques dans certaines régions où ces données étaient rares ou indisponibles. Jorge Pimentel, responsable de la cartographie des risques à la Société de recherche sur les ressources minérales, une organisation relevant du ministère des Mines et de l'énergie, a déclaré : « En adaptant les approches japonaises à nos propres méthodes de cartographie, nous sommes maintenant en mesure d'indiquer les lieux soumis à des risques spécifiques tels qu'une rupture de pente abrupte, des glissements de terrain, des coulées de débris ou des éboulements de pierres ».

Les efforts d'urbanisme vont souvent de pair avec des projets de prévention et de réhabilitation. Les participants ont discuté de la façon la plus sûre de délimiter les zones urbaines. Ils ont utilisé les cartes établies par l'équipe de cartographie des risques pour formuler des plans de développement urbain qui évitent de placer les zones résidentielles dans les zones vulnérables. Lorsqu'il n'y avait pas d'autre moyen d'éviter ces zones, ils ont adopté une approche « matérielle » pour assurer la sécurité, comme la construction de structures de protection. Paulo Falcão, responsable de la prévention et de la réhabilitation au Secrétariat national pour la protection et la défense civile au sein du ministère de l'Intégration nationale, précise : « Au Brésil, de nombreuses personnes vivent dans des zones très vulnérables aux glissements de terrain, en particulier dans les *favelas*. Ces bidonvilles sont si vastes que la réinstallation des résidents serait difficile. Nous devons donc construire des structures pour faire face au risque. En l'absence d'expérience dans la construction de structures qui protègent contre les coulées de débris, nous avons beaucoup appris des méthodes efficaces des experts japonais ».

Les responsables travaillant dans le domaine de la prévision et des alertes ont révisé leurs plans d'intervention d'urgence afin de déterminer le meilleur timing, les itinéraires les plus adaptés et les endroits les plus sûrs pour l'évacuation des résidents. Ils travaillent également au renforcement de la coopération « verticale ». Par exemple, le CENAD transmet maintenant les alertes précoces émises par le CEMADEN aux autorités municipales compétentes, qui appellent alors à l'évacuation des résidents. Akinori Naruto, expert envoyé par le gouvernement préfectoral de Nara pour prendre en charge des projets pilotes, explique un défi auquel il est confronté. « Le gouvernement fédéral et les autorités municipales doivent discuter des problèmes liés aux manuels. Mais compte tenu de la taille du pays, il n'est pas facile d'organiser des réunions », confie-t-il. « C'est pourquoi à chaque fois que je suis confronté à un problème, je fais de mon mieux pour le partager le plus rapidement possible avec les parties concernées afin que nous puissions planifier une visite du gouvernement fédéral à l'autorité municipale en se basant sur le calendrier du projet. »



Yamakoshi (à droite) et Naruto (au centre) discutent du mécanisme de déclenchement des coulées de débris.

« JOIE ET BONHEUR DANS DIX ANS »

« Le plus important aujourd'hui est d'établir un système qui permette aux membres du personnel brésilien de modifier sur le long terme les manuels qu'ils ont réalisés dans le cadre de ce projet afin qu'ils puissent répondre aux besoins réels du pays », déclare Takao Yamakoshi, l'expert qui a remplacé Takeshi en tant que conseiller en chef en 2015.

Takeshi, qui a terminé sa mission de deux ans en tant que conseiller en chef, a fait une promesse à l'un de ses collègues brésiliens juste avant de retourner au Japon. Ce collègue, Yuri Giustina, est le directeur du Secrétariat national pour le développement urbain du ministère des Villes, et l'un des membres du projet depuis son commencement. En tant que chef d'équipe et coordinateur de l'ensemble du projet, il pouvait être qualifié d'« homme de tête du GIDES ».

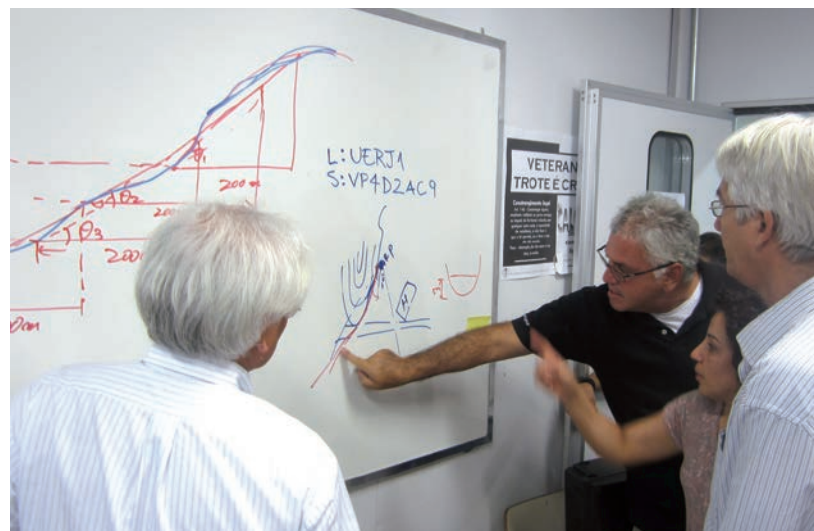
« Je me souviens du jour où j'ai invité les experts chez moi », confie Giustina. « Je demande toujours à mes invités d'écrire leurs souhaits dans mon cahier, et M. Takeshi a écrit : « Que nos efforts apportent joie et bonheur au Brésil dans dix ans » ».

Giustina lui-même a quitté son poste en juillet 2017, et il n'est plus directement impliqué dans le projet, mais il est toujours aussi passionné et enthousiasmé par l'atténuation et la prévention des catastrophes, et il espère bien voir la promesse de Takeshi se réaliser. « À la lumière de la situation économique actuelle du Brésil, nous devons faire des investissements efficaces et avoir une compréhension claire des besoins des régions cibles. Le projet GIDES se termine en 2017, et notre prochain objectif consistera à diffuser stratégiquement ce que nous avons appris à travers ce projet à toutes les villes qui sont soumises à des risques de catastrophe. »

Le Brésil a surmonté des catastrophes par le passé et il est sur le point de prendre un nouveau départ. Les membres brésiliens et japonais de l'équipe ont partagé de nombreuses joies et peines tout au long de ce projet. Ils se reverront à nouveau un jour pour conquérir d'autres succès.



Takeshi et Giustina discutent de la gestion des risques de catastrophe. (Photo : Atsushi Shibuya, 2014)



Les membres du personnel de la Société de recherche sur les ressources minérales et de la ville de Blumenau se familiarisent avec la cartographie des risques accompagnés par un expert.

Créer une industrie aquacole résistante aux typhons



Philippines



Cage à poissons submersible introduite aux Philippines. Attachée avec des cordes, la cage à poisson est conçue pour flotter et couler.

Le 8 novembre 2013, le typhon Haiyan a frappé le centre des Philippines. Des vagues atteignant six mètres ont balayé les zones urbaines, provoquant des dégâts considérables. Les régions philippines touchées par les catastrophes s'efforcent d'édifier des communautés capables d'éviter de futures catastrophes et de restaurer l'aquaculture, base de l'industrie locale. Sensibles aux épreuves des populations philippines, les communautés japonaises touchées par le grand séisme de l'est du Japon en 2011, ainsi que les fabricants de filets de pêche de la préfecture d'Hiroshima, aident à reconstruire les régions sinistrées des Philippines.

APPRENDRE L'AUTOSUFFISANCE GRÂCE AUX EXPÉRIENCES D'HIGASHI-MATSUSHIMA

Le 8 novembre 2013, le typhon Haiyan (appelé « super typhon Yolanda » aux Philippines) a frappé quatre îles des Philippines, dont Leyte et Samar. Selon l'Agence japonaise de météorologie, le typhon a occasionné des vents record avec des rafales pouvant atteindre 90 mètres par seconde. Son ampleur était, selon ceux qui l'ont vécu, sans précédent. Rien qu'aux Philippines, le nombre de morts et de disparus a atteint 7 986 personnes. Près de 1,14 million de maisons ont été endommagées. Le Japon a immédiatement fourni une aide d'urgence à grande échelle. En février de l'année suivante, la JICA a lancé le projet de réhabilitation et de rétablissement après le passage du typhon Haiyan dans 18 municipalités des régions côtières, dont la ville de Tacloban, qui était gravement endommagée. Dans la perspective de créer des communautés résilientes face aux catastrophes, ce projet impliquait la formulation de

plans de reconstruction, la rénovation des installations publiques et des mesures de rétablissement des moyens de subsistance de la population.

À l'aide de cartes des zones dangereuses produites lors du projet, des plans d'occupation des sols et des plans d'évacuation ont été élaborés pour les zones fortement touchées par les lames de fond, notamment les villes de Tacloban, Tanauan et Palo. Ces plans portaient sur la réinstallation des résidents vivant à moins de 40 mètres du littoral et identifiaient les lieux et les itinéraires d'évacuation.

Lors de l'élaboration de ces plans, la JICA s'est inspirée de l'expérience d'Higashi-Matsushima, une ville de la préfecture de Miyagi, au Japon, dévastée en 2011 par le grand séisme de l'est du Japon. Les représentants philippins chargés de la reconstruction, notamment les fonctionnaires municipaux responsables de la gestion et de la planification de la RRC, s'étaient auparavant rendus quatre fois à Higashi-Matsushima pour s'informer sur la réinstallation des personnes, la planification de la reconstruction et la promotion des mesures de RRC.

Parmi eux, Ildebrando Bernadas, fonctionnaire chargé de la prévention des catastrophes de Tacloban, a présenté une série de mesures d'atténuation des catastrophes basées sur ce qu'il avait appris de l'expérience d'Higashi-Matsuyama. Ces mesures comprenaient la planification de l'évacuation, les systèmes d'alerte précoce, et le stockage stratégique du matériel de secours d'urgence et des bateaux de sauvetage. Bien que Tacloban abrite un port important pour le fret commercial et les gros navires, la ville est restée isolée de toute aide extérieure pendant trois jours après le passage du typhon Haiyan. C'est pourquoi Bernadas et le maire d'alors, Alfred Romualdez, soulignent l'importance d'avoir la capacité de survivre pendant au moins trois jours sans

aucune aide extérieure. Afin de ne pas dépendre entièrement de l'aide du gouvernement ou de l'armée, ils ont introduit des plans d'action, basés sur le modèle japonais, avec des échéances décrivant par ordre chronologique les rôles du maire et de chaque bureau municipal pendant et après une catastrophe.

ATTÉNUATION DES CATASTROPHES AVEC DES CAGES À POISSONS SUBMERSIBLES : UN SENTIMENT DE SOLIDARITÉ FONDAMENTAL

En 2014, afin de soutenir la réhabilitation et le rétablissement des moyens de subsistance et des populations locales, la JICA a initié des projets visant à promouvoir la culture des huîtres et des chanos, des produits marins très appréciés de nombreux Philippines. Ces projets intègrent des mesures spéciales pour aider les résidents locaux à se préparer à des catastrophes de la même ampleur que le typhon Haiyan. Plus précisément, des cages à poissons submersibles ont été introduites pour l'élevage du chano. Ces cages ont été conçues par Nitto Seimo Co., Ltd., une entreprise de fabrication de filets de pêche de Fukuyama, dans la préfecture d'Hiroshima. La cage est immergée et refait surface facilement grâce à une technologie développée à l'origine pour la culture du thon rouge du Pacifique dans les régions du Japon fréquemment touchées par les typhons. En s'immergeant au fur et à mesure que le typhon approche, la cage devient moins vulnérable aux effets de la houle. En septembre 2013, Nitto Seimo avait installé des cages à poissons submersibles pour son propre compte, parallèlement au projet de la JICA, sur l'île de Palawan, aux Philippines. Les cages sont restées intactes malgré les vagues violentes occasionnées par le typhon Haiyan. Fukuyama étant jumelée à Tacloban, il était donc tout naturel que Nitto Seimo se joigne à ce projet visant à réhabiliter le secteur de l'aquaculture.

Takashi Hosokawa, qui travaille à la division recherche et développement sur les filets du département technique de l'usine d'Hakodate, revient sur le projet. « Si nous avions importé des pièces et des matériaux du Japon pour les cages à poissons submersibles, les coûts auraient été plus élevés », explique-t-il. « C'est pourquoi nous avons commencé par faire des recherches de terrain et du développement de produits. De cette façon, nous avons pu fabriquer des cages en utilisant des matériaux disponibles localement. »

En plus d'utiliser des matériaux de construction locaux pour les compresseurs qui submergent les cages, le projet utilise des dispositifs compatibles avec les moteurs de bateaux de pêche que les pêcheurs locaux connaissent déjà bien. Ce travail aboutit en octobre 2014 avec la mise en place de 40 cages réaménagées dans quatre villages sinistrés. Deux mois plus tard, le typhon Hagupit (appelé « Ruby » aux Philippines) s'approche des Philippines avec une puissance équivalente au typhon Haiyan, provoquant à nouveau une forte houle. Malgré la tempête, toutes les cages à poissons submersibles sont restées intactes alors que presque toutes les cages conventionnelles fabriquées en bambou et en métal ont été détruites.

Depuis 2015, dans le cadre des efforts de la JICA pour soutenir les petites et moyennes entreprises japonaises qui font des affaires dans les pays en développement en vue de promouvoir le développement économique, Nitto Seimo s'est efforcé, avec l'aide de la JICA, de diffuser les cages submersibles aux Philippines. L'entreprise japonaise aide les entreprises locales non seulement pour l'exploitation et l'entretien des cages à poissons, mais aussi sur les questions de gestion liées à l'industrie aquacole, par exemple sur les montants à allouer à l'achat

d'alevins et d'appâts pour la prochaine saison de pêche. Aujourd'hui, conformément aux prévisions du projet, certains habitants gagnent leur vie grâce à l'aquaculture. Hosokawa raconte avec fierté : « Dans la ville de Guiuan, toute la communauté a commencé à prospérer grâce au commerce de la pêche utilisant cette cage à poissons. Les femmes de la ville et de ses environs participent à la transformation du poisson élevé dans les cages, et elles élèvent aussi de jeunes poissons ».

De même, la culture des huîtres philippines est soutenue par Higashi-Matsushima, ville fleuron de l'ostréiculture. La ville a accueilli des stagiaires philippins dans ses sites d'aquaculture et ses installations de transformation. Dans certains cas, les pêcheurs locaux ont joué le rôle d'instructeurs afin de partager leurs connaissances sur les meilleures méthodes de culture des huîtres. Les pêcheurs japonais ont conseillé leurs homologues philippins en évoquant la sélection des endroits appropriés pour l'ostréiculture, les différents types de naissains d'huîtres, ou encore des améliorations telles que l'optimisation des cordes pour attacher les naissains. Grâce à ces efforts, de grandes huîtres sont maintenant cultivées sur place et vendues dans les restaurants philippins de la région. En plus des huîtres crues, les huîtres au fromage et fumées sont devenues des produits populaires dans les menus des restaurants locaux. Atsutoshi Hirabayashi, conseiller senior de la JICA, est très satisfait des résultats du projet : « Dans le processus de construction d'une chaîne de valeur, de la production à la transformation puis à la vente dans la communauté, le sentiment de coopération mutuelle s'est renforcé parmi les résidents locaux. Une telle collaboration aide les individus à se remettre d'une catastrophe de manière durable ». Il ajoute : « La solidarité est essentielle pour bâtir une communauté bien préparée aux catastrophes naturelles ».

Bien que le projet de la JICA sur la réhabilitation et le rétablissement après le typhon Yolanda ait officiellement pris fin en février 2017, la ville d'Higashi-Matsushima poursuit son engagement en faveur de l'ostréiculture aux Philippines, à travers une initiative de coopération au niveau local, avec une organisation à but non lucratif basée à Ishinomaki, une autre ville de la préfecture de Miyagi dévastée par le grand séisme de l'est du Japon de 2011. Cette initiative fait partie du programme de partenariat de la JICA, qui vise à soutenir les communautés locales dans les pays en développement.

La ville de Tacloban et les régions avoisinantes connaissent actuellement une reprise économique après la catastrophe, avec des investissements nationaux provenant des quatre coins du pays pour la construction d'hôtels et autres services connexes. Cependant, les blessures des habitants ne sont pas entièrement guéries et leurs moyens de subsistance ne sont pas encore complètement rétablis. Avec ces objectifs en ligne de mire, les efforts de reconstruction aux Philippines continuent d'avancer en partenariat avec les entreprises japonaises et la ville d'Higashi-Matsushima.



En se basant sur l'expérience d'Higashi-Matsushima, les résidents philippins locaux de la zone sinistrée vérifient si les routes d'évacuation sont exemptes d'obstacles.

Gauche : Centre d'évacuation pendant le typhon Hagupit. Les leçons tirées du typhon Haiyan ont permis une meilleure gestion du centre d'évacuation.

Droite : Réunion convoquée après le passage du typhon Hagupit. Alfred Romualdez, alors maire, est à droite, en chemise rouge. Bernadas se trouve à sa gauche, les bras croisés.



Une équipe de spécialistes japonais visitent le site d'un glissement de terrain pour recueillir des informations directement auprès des résidents locaux.



Les leçons tirées du Japon pour un Sri Lanka plus sûr

Le Sri Lanka fait face à des menaces continues de catastrophes naturelles, notamment des inondations, des glissements de terrain et des sécheresses. Le pays entier travaille à l'élaboration d'un plan de prévention des catastrophes pour protéger la nation et établir une société plus sûre. Le Japon utilise son expérience et les leçons tirées de ses propres inondations et sécheresses pour aider à faire du Sri Lanka un pays plus sûr.

RÉPONSE LENTE AUX INONDATIONS ET GLISSEMENTS DE TERRAIN PLUS D'UN MILLION DE VICTIMES

Le Sri Lanka, anciennement « Ceylan », est un pays insulaire peuplé de plus de 20 millions d'habitants. Au nord se trouve une plaine côtière tandis que les régions du centre et du sud sont montagneuses. Les climats sont complètement différents : le nord est sec et le sud est humide. Les milieux de vie sont également variés. L'agriculture dépend de la saison des pluies, qui a lieu une fois par an, et des réservoirs dans le nord, tandis que le sud pratique la double culture grâce à l'abondance des précipitations. Les catastrophes naturelles de l'île – inondations, glissements de terrain et sécheresses – re-

flètent aussi ces caractéristiques.

Les catastrophes les plus fréquentes, et qui touchent le plus grand nombre de personnes, sont les inondations et les glissements de terrain. Parmi toutes les catastrophes survenues au cours des 10 dernières années, on compte 37 % d'inondations tandis que 35 % des décès et des disparitions sont dus à des glissements de terrain causés par les pluies. L'ampleur des dommages dus aux inondations, qui touchent fréquemment les zones urbaines, augmente chaque année. Simultanément, les glissements de terrain, qui se produisent davantage dans les zones rurales, prennent de nombreuses vies humaines.

Les inondations se sont multipliées ces dernières années. En décembre 2014, on comptait 31 morts ou disparus, avec 1,03 million de personnes affectées globalement ; en mai 2016, 217 personnes ont été tuées ou portées disparues, et 460 000 personnes ont été touchées ; et en 2017, il y a eu 290 morts ou disparus, et 600 000 personnes affectées. Bien que conscient des risques, le gouvernement du Sri Lanka n'a pris des mesures qu'après les catastrophes. Le Conseil national de gestion des catastrophes et la loi sur la gestion des catastrophes ont vu le jour après le séisme de 2004 à Sumatra qui a tué 220 000 personnes en Asie, notamment au Sri Lanka. Cependant, l'instauration d'une culture de RRC n'est pas encore acquise.

Le Japon a fourni divers types d'aide lorsque le Sri Lanka a été frappé. En réponse aux dégâts causés par les fortes pluies qui ont duré deux mois en avril et en mai 2017, le Japon a fourni du matériel de secours et envoyé une équipe d'experts du Secours d'urgence du Japon pour mener une étude. Sur la base des résultats de cette étude, le Japon a fait des sugges-



Vue aérienne de la zone touchée par l'inondation en mai 2016. L'eau couvre une partie de la route.

tions au gouvernement sri-lankais et aux organisations administratives, y compris au Bureau exécutif du président, concernant les mesures à court, moyen et long terme. Takayuki Nagai, expert de la JICA et conseiller en RRC au Sri Lanka, a déclaré : « Une coopération complète, comprenant des hélicoptères des forces aériennes, a été fournie pour l'étude ».

INITIATIVE AVEC UNE PERSPECTIVE À LONG TERME POUR RENDRE LA NATION PLUS SÛRE

Comme le Sri Lanka, le Japon a également subi des dommages dus aux inondations causées par les typhons. La JICA a décidé de s'appuyer sur l'expérience accumulée par le Japon en matière de RRC pour essayer de réduire l'impact des catastrophes au Sri Lanka et rendre le pays plus sûr. Pour ce faire, la JICA a contribué à l'élaboration d'une initiative nationale pour la RRC intitulée « Feuille de route pour la réduction des risques de catastrophe » afin de proposer des mesures que le Sri Lanka devrait prendre.

L'initiative a été motivée par les fortes pluies de mai 2016 qui ont provoqué des inondations et des glissements de terrain. Le Japon a également fourni des secours d'urgence pour cette catastrophe et, à la suite de discussions avec le ministre et les responsables gouvernementaux chargés de la RRC, toutes les parties prenantes ont compris l'importance du financement de la prévention des catastrophes, de l'élaboration de politiques à moyen et long terme, et de l'intégration de la RRC. Une priorité particulière a été accordée au concept « Reconstruire mieux ». Le gouvernement sri-lankais a été très motivé par la philosophie consistant à rebâtir une communauté plus sûre et plus résistante aux catastrophes plutôt que de reconstruire comme avant. L'idée de soutenir le développement social est à l'origine de la mise en place d'un plan spécifique.

Outre les membres et consultants de la JICA, l'ambassadeur Kenichi Suganuma, représentant du Japon à la conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai en 2015, a participé à l'élaboration de la feuille de route. Du côté sri-lankais, un groupe diversifié de personnes a participé au projet, notamment des spécialistes de la gestion des catastrophes, des responsables nationaux de l'aménagement du territoire du ministère de l'Irrigation et des ressources hydrauliques et des membres du département de la planification nationale.

Nagai, expert de la JICA, confie : « Pour continuer à progresser et maintenir la croissance économique au Sri Lanka, où les catastrophes naturelles se produisent fréquemment, il est nécessaire de réduire les risques de catastrophe dans tous les secteurs ». Selon lui, la philosophie basée sur l'idée de « Reconstruire mieux » semble être un peu mieux adoptée par les Sri-Lankais à chaque conférence. L'approche de prévention des nouveaux risques suit les lignes directrices énoncées dans le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Il s'agit notamment d'investir activement dans le secteur de la RRC, afin de réduire les dommages, de rechercher les risques dans chaque domaine, et d'empêcher la construction de résidences et de bâtiments industriels dans les zones inondables. Ces concepts épousent l'idée selon laquelle les investissements dans la RRC ont des effets positifs et ils s'inscrivent tous dans la feuille de route pour la RRC qui intègre les objectifs de promotion d'un plan de RRC dans les zones sujettes aux inondations, aux glissements de terrain et aux sécheresses ; la construction d'un système d'alerte précoce ; et une gestion des ressources hydriques qui associe la RRC et l'utilisation de l'eau. Le plan de RRC vise à élaborer un plan d'approvisionnement en eau à grande échelle pour chaque bassin fluvial ; à promouvoir l'utilisation des terres à grande échelle et l'amélioration des infrastructures au niveau du pays et des provinces ; et à prendre en compte les risques au niveau municipal. Le but ultime est de créer une société multilatérale résistante aux catastrophes.

En se basant sur la feuille de route pour la RRC, le Japon envisage de continuer à soutenir le Sri Lanka à moyen et long terme. Le gouvernement sri-lankais lui-même a l'intention d'intégrer les recommandations de la feuille de route dans le plan quinquennal national de RRC couvrant la période de 2018 à 2023. Des organisations internationales, y compris la Banque mondiale, manifestent également de l'intérêt pour la feuille de route, et de nombreuses demandes internationales ont sollicité l'expérience et le savoir-faire du Japon dans le domaine de la RRC. « Je pense que le système de RRC du Sri Lanka s'améliore progressivement, en partie grâce à l'aide du Japon », affirme Nagai. « Alors que la population sri-lankaise elle-même se montre très sensible à la RRC, nous devrions assister à un renforcement du système ».

Nagai se concentre actuellement sur la sensibilisation aux catastrophes et la participation active du grand public, et non plus simplement sur celle du gouvernement. Selon lui : « Les phénomènes naturels varient selon les régions et il est impossible de discuter de ces questions d'une manière générale ». « Ce qui compte à la fin, c'est le pouvoir des résidents locaux », explique-t-il. L'établissement d'une culture de la RRC et la construction d'un pays résistant face aux catastrophes sont des étapes essentielles pour assurer la prospérité du Sri Lanka.



Lorsque Nagai a été envoyé au Sri Lanka en juillet 2017, le ministre Yapa en personne a organisé une réunion pour discuter du soutien technique.



Les inondations et les glissements de terrain imposent un lourd tribut économique et humain au Sri Lanka. Les catastrophes se produisent en raison de l'abondance des précipitations.



Une route qui résiste aux catastrophes

Le Népal est un pays enclavé situé entre l'Inde et la Chine. Le pays est tributaire de l'importation de diverses marchandises, principalement d'Inde, qui sont transportées par la route. La plaine du Terai, située près de la frontière avec l'Inde, est le centre agricole du pays. La route qui part de la capitale Katmandou et traverse la région du Terai en Inde est une véritable ligne de vie pour le Népal. Autrefois, il n'y avait qu'une seule route reliant ces zones. Une fermeture de route due à des glissements de terrain ou à d'autres catastrophes causait de sérieux problèmes, car elle paralysait complètement la logistique.

C'est pourquoi la construction de la route de Sindhuli en tant que voie alternative, d'une longueur de 158 km et financée en partie par une aide de la JICA, a commencé en 1995. La nouvelle route, achevée en 2015, a été conçue pour résister à diverses catastrophes, notamment les glissements de terrain et les coulées de boue.

La route de Sindhuli a montré sa valeur lorsqu'un grand séisme a frappé le Népal dans le mois suivant son achèvement. Elle est devenue la route principale pour transporter des marchandises vers les régions frappées par le tremblement de terre. Le projet a été reconnu non seulement au Népal, mais aussi au Japon, où il a reçu en 2016 un prix d'ouvrage de génie civil d'exception. La JICA a également entrepris un projet de coopération technique visant à améliorer la capacité d'entretien des routes pour la réduction des risques de catastrophe. Le Japon continue de travailler à l'amélioration des infrastructures afin d'atténuer les dommages causés par les catastrophes.



Les entreprises japonaises s'attaquent à l'entretien, techniquement difficile, des routes de montagne en utilisant une technologie de pointe.

Les petites boutiques sur le bord de la route de Sindhuli témoignent du fait que la logistique soutient les moyens de subsistance de la population locale.



Des transports plus sûrs au quotidien

La circulation s'est considérablement détériorée à Bangkok avec la croissance économique de la ville. Les embouteillages de plus en plus importants imposent une amélioration urgente de la situation, non seulement gênante, mais également dangereuse à cause de la pollution de l'air.

Pour pallier ce problème, un système souterrain, la ligne bleue du système de transport en commun rapide (MRT), a été développé en coopération avec la JICA. L'objectif principal du système est d'améliorer les conditions de vie et la commodité des transports pour les résidents de Bangkok. Simultanément, ce système souterrain est conçu pour résister aux catastrophes. Par exemple, les stations de métro de Bangkok sont plus spacieuses que celles du Japon, en stricte conformité avec les normes de sécurité de la National Fire Protection Association des États-Unis. Conformément à cette norme, tous les passagers doivent pouvoir évacuer la station dans les six minutes suivant une catastrophe.

De plus, l'entrée de la gare est surélevée à une hauteur d'environ 1,2 mètre de la route, une conception qui tient compte de l'exposition de Bangkok aux inondations. Cela correspond au niveau record de l'inondation des « 200 ans » qui, comme son nom l'indique, ne se produit qu'une fois tous les deux siècles. Cette hauteur devrait permettre de faire face à la plupart des fortes pluies. La station est également équipée d'une barrière de protection contre les inondations pour empêcher l'eau de pénétrer à l'intérieur de la station.

Ce mode de transport public résilient procure un sentiment de sécurité et d'assurance même en cas d'événements inattendus, soutenant l'activité quotidienne en plein boom de Bangkok.



Entrée de la station Bang Sue de la ligne bleue du MRT. L'entrée de la station est surélevée par rapport à la route pour prévenir les inondations.



L'intérieur de la station est spacieux afin de faciliter l'évacuation en cas de catastrophe.

Construire des infrastructures résilientes face aux catastrophes



Les écoles primaires utilisées comme abris pour protéger les populations contre les cyclones



Le rez-de-chaussée est conçu pour que l'eau puisse facilement s'écouler pendant une onde de tempête. La communauté locale peut se réfugier au deuxième étage et sur le toit.

Le bâtiment scolaire est conçu de manière à pouvoir accueillir un nombre accru d'élèves et améliorer leur environnement d'étude.

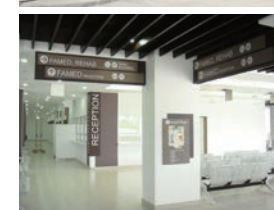
Les cyclones se forment dans la baie du Bengale entre l'Asie du Sud-Est et le sous-continent indien. En avril 2008, le terrible cyclone Nargis a frappé le Myanmar, l'un des pays les plus pauvres du monde à l'époque. Le pays était dirigé par un régime militaire et les mesures de réduction des risques de catastrophe n'étaient pas suffisantes. Les dégâts causés par le cyclone ont été parmi les pires de l'histoire du Myanmar, avec plus de 140 000 morts et disparus.

Une étude de suivi menée par la suite a révélé qu'il n'y avait pas d'abris anticyclones dans la région. Les écoles primaires détruites par le cyclone étaient par ailleurs restées en l'état. Par conséquent, il semblait logique de construire des écoles primaires qui puissent servir d'abris anticyclones pour la communauté. La région du delta de l'Irrawaddy, est régulièrement frappée par des inondations et des ondes de tempête pendant la saison de la mousson. C'est pourquoi la construction de nouvelles écoles primaires a été pensée pour résister à diverses catastrophes, et le rez-de-chaussée a été conçu pour drainer rapidement l'eau en cas d'inondation.

La région du delta de l'Irrawaddy est fertile et propice à l'agriculture. La population, soutenue par la JICA, prend diverses mesures pour construire une société résiliente, y compris la plantation de mangroves pour la protection contre les vents violents et les lames de fond.



Un hôpital résilient face aux catastrophes pour protéger la vie des personnes



Le tout nouveau bâtiment des consultations externes a été conçu pour résister aux catastrophes.

Salle d'attente lumineuse et ouverte

Le typhon Haiyan a frappé les Philippines en novembre 2013. La région des Visayas orientales, qui a été directement touchée par le typhon, a subi des dégâts considérables : 80 % des maisons se sont effondrées. À cette époque, la JICA mettait en œuvre un projet de coopération technique pour le renforcement des services de soins maternels et infantiles à l'est des Visayas, avec le Centre médical régional des Visayas orientales (EVRMC). Le Centre, également gravement endommagé par le typhon, a été inondé au niveau du rez-de-chaussée.

Chaque fois qu'une catastrophe frappe, le besoin de services médicaux augmente. Quand Haiyan a frappé les Philippines, le Japon, avec d'autres pays et organisations internationales, a fourni des services médicaux et soutenu les agences administratives chargées des services de santé afin que les prestations de services médicaux ne s'arrêtent pas. En outre, le Japon a soutenu la reconstruction du bâtiment des consultations externes de l'EVRMC, endommagé par le typhon. Des paravents ont été installés à l'extérieur du bâtiment pour atténuer la lumière du soleil et pour protéger les ouvertures contre les débris volants emportés par les typhons.

Une cérémonie de remise du bâtiment de l'EVRMC a eu lieu en septembre 2017. L'objectif du Centre est de continuer à protéger la santé de la population locale.

· TENDANCES ·



Japon

La JICA envoie un message sur la réduction des risques de catastrophe lors de la Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis



Durant l'Assemblée générale des Nations unies de décembre 2015, le Japon a pris la tête d'un groupe de 142 pays afin de proposer une résolution faisant du 5 novembre la Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis, et la proposition a été approuvée. Le 5 novembre 2017, divers événements ont eu lieu à travers le monde pour sensibiliser les populations, et renforcer les mesures de réduction des risques de tsunami. À cette occasion, la JICA a accueilli la Conférence mondiale des musées sur les tsunamis, tout en soutenant des projets organisés pour l'événement par le gouvernement japonais, des agences internationales et d'autres pays.

La conférence s'est tenue à Ishigaki, dans la préfecture d'Okinawa, le 5 novembre. Soixante-dix personnes de huit pays, notamment le personnel de musées consacrés aux tsunamis, des représentants gouvernementaux impliqués dans la réduction des risques de catastrophe et des universitaires se sont réunis pour

Participants à la conférence

discuter de la meilleure manière de transmettre à la prochaine génération les expériences de catastrophes naturelles, y compris de tsunamis, ainsi que du rôle que pourraient jouer les musées du tsunami à cet égard. Les résultats de la conférence ont été rapportés au High School Students Islands Summit à l'occasion de la Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis de 2017, qui s'est tenue à Ginowan, dans la préfecture d'Okinawa, le 7 novembre.

La JICA a également organisé des séminaires liés à la Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis au Pérou, au Salvador et ailleurs. Aux Maldives et aux Îles Salomon, les membres du personnel de la JICA et leurs homologues ont participé à des exercices d'évacuation dans le cadre d'un projet d'éducation sur les tsunamis mis en œuvre à travers le Fonds de partenariat Japon-PNUD. Ces activités couvertes par les médias ont été l'occasion pour les populations de se familiariser avec les efforts de réduction des risques de catastrophe de la JICA et avec les mesures de prévention des tsunamis du Japon.



Maroc / France

Le président de la JICA, en visite au Maroc et en France, prend la parole lors de la 10^e édition de la World Policy Conference



Le 3 novembre 2017, le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, a visité Marrakech, au Maroc, où il a pris la parole à l'occasion de la 10^e édition de la World Policy Conference (WPC), un forum international réunissant des dirigeants mondiaux et des spécialistes de divers pays pour discuter des solutions constructives à apporter aux problèmes au niveau international et régional. L'événement était parrainé par l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Lors d'une séance plénière sur l'investissement en Afrique, M. Kitaoka a salué le fort sentiment d'appropriation que les pays africains avaient manifesté lors de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) qui s'est tenue au Kenya en 2016. Puis il a rappelé l'enjeu pour l'Afrique de sécuriser l'approvisionnement alimentaire pour stabiliser les prix et les salaires dans la région. Il a parlé des réussites obtenues au Sénégal, où la JICA a établi la Coalition pour

le développement de la riziculture en Afrique (CARD) visant à améliorer la production rizicole, ainsi que de l'importance du développement du capital humain, soulignant à cet égard le rôle crucial de la couverture santé universelle et des efforts de la JICA pour améliorer l'alimentation et la nutrition en Afrique. M. Kitaoka a également souligné la nécessité de promouvoir l'investissement privé et décrit un projet pilote de la JICA utilisant les idées novatrices des petites entreprises en Afrique pour accélérer le développement régional. Il a souhaité que les étudiants africains ayant étudié au Japon dans le cadre des programmes financés par la JICA utilisent leurs expériences pour mener l'industrialisation régionale.

Le 5 novembre, M. Kitaoka s'est rendu en France, où il a participé à une table ronde organisée par l'IFRI sur l'approche du Japon à l'égard des pays en développement. Il a parlé de l'histoire, de la philosophie et des orientations actuelles de la coopération au développement de la JICA.

Le président de la JICA, Shinichi Kitaoka (au centre), s'exprime lors de la WPC.



Cuba

Augmenter la production de riz de Cuba avec des machines agricoles modernes



La JICA a signé un accord de don à hauteur de 1,215 milliard de yens avec le gouvernement cubain, en novembre 2017, pour un projet visant à améliorer les techniques de production de semences de riz à l'aide de machines agricoles.

Bien que le riz soit un aliment de base important à Cuba, l'autosuffisance du pays est faible et il doit augmenter sa production nationale. Cependant, seul un petit nombre d'agriculteurs disposent de machines adaptées, ce qui rend le labour et la consolidation des exploitations agricoles inefficaces et la croissance du riz inégale. En raison de la pénurie de « repiqueurs » pour planter des semis dans les rizières, le semis direct, qui est la méthode traditionnelle, est largement pratiqué, entraînant l'apparition de nombreuses mauvaises herbes.

Le projet fournira les machines nécessaires à

la production de semences de riz dans les huit provinces ciblées et dans une municipalité spéciale de Cuba. L'objectif est d'augmenter de 20 % la production de cultures repiquées dans les rizières et de garantir un approvisionnement en riz local et stable à Cuba.

La JICA assure une coopération technique continue pour la production de riz à Cuba depuis 2003. Par exemple, dans un projet de production de semences de riz certifié, mis en œuvre dans cinq provinces de la zone centrale pendant quatre ans à partir de 2012, la JICA a soutenu l'extension et la diffusion de technologies pour la production de semences de riz de bonne qualité. Dans le cadre du projet en cours d'extension de la technologie pour la production de semis, la JICA apporte son soutien à l'amélioration des techniques de culture. Grâce à ce projet, une aide plus complète sera fournie pour accroître la production de riz, et ainsi l'autosuffisance alimentaire de Cuba.

Cérémonie de signature

Bureau de la JICA en Turquie



Emin Ozdamar

Administrateur en chef de programme

À l'époque où il était étudiant à l'Université d'Ankara en 1981, Emin Ozdamar s'est intéressé à l'expérience de l'un de ses professeurs avec la JICA. Il a commencé à recueillir des informations sur le Japon et la JICA avant d'obtenir une bourse du gouvernement japonais pour étudier à ce qu'on appelait alors l'Université des Pêches de Tokyo, de 1989 à 1991.

Le bureau de la JICA en Turquie a été créé en 1995. À l'époque, Ozdamar était professeur adjoint à l'Université Ondokuz Mayıs en Turquie. Il a ensuite travaillé au département d'aquaculture du ministère de l'Agriculture et des affaires rurales, où il a participé aux premières étapes d'un projet de la JICA pour développer la pisciculture dans la mer Noire. Il a utilisé ses capacités, ses connaissances et son expérience pour assurer le bon démarrage et la mise en œuvre réussie du projet. Les résultats obtenus par ce projet l'ont motivé à rejoindre la JICA en 1997. Les premiers projets d'Ozdamar à la JICA portaient sur la pêche et la réduction des risques de catastrophe (RRC). Il a depuis travaillé comme responsable au niveau national sur des projets de coopération technique dans les domaines de la RRC, de l'agriculture et de la pêche, du développement régional ainsi que sur des programmes de formation liés dans des pays tiers.

Son travail avec la JICA a eu un impact sur terre et en mer. En 1999, deux énormes séismes sur la faille nord-anatolienne ont fait plus de 18 000

morts. Quand les équipes japonaises de secours sont arrivées dans la province de Yalova après le tremblement de terre, Ozdamar était présent à leurs côtés. L'équipe a sauvé une personne et aidé de nombreuses victimes. Après avoir observé la mauvaise qualité de la construction et le désordre dans la communauté, Ozdamar a pris conscience de la nécessité d'adopter des programmes de sensibilisation aux catastrophes en Turquie. Il a commencé à travailler à la création et à la mise en œuvre de projets de RRC. Il a soutenu la formation de plus de 250 gouverneurs et vice-gouverneurs de district et de 300 maires ; dont certains sont aujourd'hui gouverneurs ou maires dans des provinces sujettes aux catastrophes comme Istanbul et Bursa.

Le nombre de projets de la JICA en Turquie a diminué au cours de la dernière décennie. Cependant, l'expérience du Japon est toujours nécessaire ; le partage des expériences des deux pays sera en outre bénéfique à d'autres pays victimes de catastrophes. Ozdamar espère que les échanges entre le Japon, la Turquie et d'autres pays rendront son pays plus résilient face aux catastrophes, tout en renforçant la sensibilisation sur d'autres sujets essentiels tels que l'environnement, l'éducation et la sécurité alimentaire. Il continue de servir de pont entre la Turquie et le Japon, facilitant les échanges de connaissances et d'expériences pour construire un monde plus sûr et meilleur.

Intégration de la réduction des risques de catastrophe :

Le rôle de l'Agence de planification socioéconomique des Philippines

Ernesto M. Pernia

Secrétaire de la planification socioéconomique, NEDA

Le développement ne concerne pas seulement l'économie, mais englobe aussi tout un ensemble de préoccupations humaines. Les questions sociales et environnementales, inextricablement liées au développement économique, ne sont pas les moindres de ces préoccupations.

L'Autorité nationale pour le développement économique (NEDA) est la plus haute agence philippine de planification et de coordination des politiques socioéconomiques dirigeant la formulation de plans nationaux et régionaux pour promouvoir une croissance inclusive. En conséquence, les préoccupations liées à l'environnement, telles que la réduction des risques de catastrophe (RRC), relèvent logiquement du mandat de la NEDA.

En quête d'une croissance inclusive et autonome, la NEDA intègre la RRC dans ses plans, politiques et programmes pour créer un pays résilient face aux catastrophes. Le plan de développement des Philippines (PDP) 2017-2022 définit les stratégies et mesures clés pour renforcer la résilience de l'agriculture, des secteurs économiques et sociaux et des infrastructures face aux calamités. En outre, les plans de développement régionaux, documents complémentaires du PDP, traitent des stratégies spécifiques pour assurer la sécurité et la résilience au niveau infranational.

Grâce à un projet soutenu par la JICA, la NEDA a lancé un programme de renforcement des capacités pour les planificateurs et les parties prenantes afin de faciliter l'achèvement des plans provinciaux de RRC qui augmenteront la capacité d'adaptation des communautés, en particulier les groupes vulnérables (femmes, enfants et population autochtone). Ce projet est jugé essentiel à l'intégration de la RRC dans les plans et programmes régionaux. Simultanément, la NEDA élabore un document complet sur la réhabilitation et le rétablissement en cas de catastrophe qui servira de guide pour accroître la résilience des communautés locales face aux futures catastrophes.



Sous la présidence du ministère de la Défense nationale, la NEDA assure la vice-présidence du Conseil national de réduction et de gestion des risques de catastrophes (NDRRMC) pour la réhabilitation et le rétablissement. Dans le même ordre d'idées, la NEDA a participé activement à la coordination de divers projets de réhabilitation et de rétablissement dans des zones touchées par des catastrophes ou des conflits, conformément aux stratégies énoncées dans le PDP. Par exemple, à la suite du typhon Haiyan (appelé « super typhon Yolanda » aux Philippines), la NEDA a été chargée de l'évaluation post-catastrophe et des opérations nécessaires au rétablissement des zones touchées. Cette tâche a été transférée par le président du Bureau de l'assistant présidentiel pour la réhabilitation et le rétablissement à la NEDA pour une planification plus intégrée et inclusive, conformément au cadre stratégique du gouvernement. À

cette fin, la NEDA a utilisé son Système régional de suivi et d'évaluation des projets pour suivre le statut, les extrants et les résultats des projets et concevoir des mesures plus pertinentes et plus efficaces. En outre, la NEDA a été le fer de lance de la formulation de l'« Assistance à la reconstruction après Haiyan : Reconstruire mieux et mettre en œuvre les résultats », qui a servi de cadre de planification au niveau national et de cadre de suivi au niveau régional.

Dans le cas particulier de Marawi, la NEDA, en collaboration avec le département des finances et le département du budget et de la gestion, est chargée de la mobilisation des ressources pour la reconstruction de la ville. Elle dirige également le processus de planification de la Task Force Bangon Marawi (TFBM) et intègre les contributions des gouvernements locaux de la ville de Marawi, de Lanao del Sur et de la région autonome du Mindanao musulman dans le plan de réhabilitation.

Auteur collaborateur : Joyce Ann T. de Guzman, assistante technique, NEDA.

JICA^{WORLD}
est une publication de la JICA

Éditeur :
Kiyoshi Amada
Bureau des médias
et des relations publiques

Nibancho Center Bldg
5-25, Niban-cho
Chiyoda-ku
Tokyo 102-8012 JAPAN

Tél. : +81-3-5226-6660
Fax : +81-3-5226-6396
www.jica.go.jp/french/

Couverture :

Des femmes s'embrassent après le séisme de 1988 en Arménie. ©Getty Images

Photos des pages 2 et 3 :

Panneau d'alerte aux tsunamis dans la ville de Seiro, préfecture de Niigata. Le panneau exhorte les personnes à évacuer rapidement en cas de séisme. ©amanaimages



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est le plus grand organisme bilatéral de développement du monde, opérant dans quelque 150 pays pour aider les personnes les plus vulnérables de la planète.